

Analyse et propositions sur la méthode de collecte des données par la CEPEJ (Palermo, 1^{er} février 2008)

(Giacchino Natoli - Movimento per la Giustizia - Italie)

§ 1. Introduction

En décembre 2004, la *Commission européenne pour l'efficacité de la Justice* (CEPEJ) a adopté le rapport "*Systèmes judiciaires européens: faits et chiffres*". Il s'agissait d'une première en Europe.

Ce document était le résultat d'un exercice expérimental, basé sur un questionnaire d'évaluation des systèmes judiciaires, visant à obtenir des données quantitatives et qualitatives comparables, concernant l'organisation et le fonctionnement des systèmes judiciaires dans 40 des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe.

Malgré les limites et les lacunes inhérentes à son caractère expérimental, le rapport a montré qu'un tel exercice d'évaluation est possible et surtout qu'il est utile, puisqu'il fournit des données dans des domaines essentiels pour la compréhension du fonctionnement des systèmes judiciaires européens.

Le rapport a été étudié par les autorités judiciaires de nombreux Etats membres pour mettre en évidence les lacunes de leur propre système et pour élaborer des réformes.

Le rapport 2006 est le résultat d'un nouveau processus d'évaluation et il présente les résultats d'une enquête menée dans 45 Etats européens.

Ce processus a pour but de définir progressivement un noyau de *données-clé*, qui devront être collectées régulièrement et traitées de la même façon dans tous les Etats membres.

Il devrait ainsi permettre de faire ressortir des indicateurs communs sur la qualité et l'efficacité du fonctionnement de la justice dans le Conseil de l'Europe et d'évaluer l'évolution de la situation d'un exercice à l'autre.

Nous tous croyons à l'importance de ce projet sur l'efficacité de la justice, mais il faut adopter beaucoup de précautions et de précisions surtout avant de parler de «*qualité de la justice*».

En effet, donner une définition de ce concept est beaucoup plus difficile, parce que la notion de «*qualité*» est la synthèse complexe de facteurs nombreux, relevant de plans différents et qui ne peuvent tous être saisis par les mêmes outils.

C'est pourquoi la CEPEJ a choisi de mettre en avant la diversité des constituants qui font la «*qualité de la justice* ».

Ceci pourrait se traduire par l'idée que cette «*qualité*» est comparable à un triangle, dont les sommets sont l'efficacité, l'éthique et la légitimité.

Et alors seulement les systèmes judiciaires nationaux qui se situeront à l'intérieur du triangle ainsi délimité seront conformes à une «*justice de qualité*».

Ces trois facteurs principaux sont unis entre eux par des interactions réciproques, qui marquent leurs rôles convergents dans la construction d'une <justice de qualité>. L'objectif sera de fournir aux responsables des juridictions des tests pouvant être largement utilisés et diffusés.

Donc, nous désirons que MEDEL - comme partenaire de la CEPEJ - puisse suggérer des modifications à la collecte des données-clé pour les prochains rapport (à partir du rapport 2008) au but d'améliorer l'évaluation de l'efficacité des divers systèmes judiciaires.

L'autre objectif est de relever des spécificités nationales, qui puissent expliquer tout à fait certains résultats ou certains détails différents de chaque système.

§ 2. Les difficultés objectives

Le rapport 2006 a écrit que comparer des données quantitatives de pays différents (avec des situations judiciaires particulières) est une tâche très difficile, qui doit être appréhendée avec précaution, tant par les experts au moment de la conception du rapport, que par le lecteur pour comprendre le fonctionnement des systèmes judiciaires européens.

La CEPEJ a donc créé, en 2005, un Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires afin de réviser le questionnaire à la lumière des conclusions de l'exercice pilote 2004 pour assurer la collecte et le traitement de nouvelles données et pour préparer le rapport 2006 et les suivants.

Le principal objectif de la révision de la grille est d'élaborer un questionnaire utilisable, de façon systématique, pour les futures exercices d'évaluation.

Cette finalité est très importante et - comme j'ai déjà dit - il faut faire encore beaucoup d'efforts pour améliorer la collecte des données futures (à partir de 2008) par des intégrations bien mirées, parce que les résultats bruts doivent être pondérés par plusieurs ratios pour prendre sens.

§ 3. Le possible développement des prochains rapports

En particulière, par exemple, il faut estimer dans le prochain future - pour mieux quantifier les performances de chaque système - le ratio entre le montant total du budget affecté au fonctionnement des tribunaux et du ministère public dans chaque pays et le nombre global des affaires (pénales et civiles) auxquelles les tribunaux et les parquets doivent donner une réponse de justice.

En effet, en cette perspective, les nouveaux résultats réalisables peuvent devenir très différents.

En Italie, par exemple, le ratio entre le budget global et le nombre des procédures (civiles et pénales) destiné aux tribunaux colloque le pays aux premières positions.

Au contraire, le seul ratio brut entre le budget global national et les procédures décidées (ou autrement terminées) est bien pire.

Les chiffres portées par le Rapport 2006 (tableau 2) pourront expliquer mieux la question.

Tableau 2.

Budget alloué à l'ensemble des tribunaux en 2004

| Pays | Budget annuel total consacré à l'ensemble des tribunaux (sans le ministère public et l'aide judiciaire) | Budget annuel total consacré à l'ensemble des tribunaux (sans le ministère public et l'aide judiciaire) par habitant | Budget annuel total consacré à l'ensemble des tribunaux (sans le ministère public et l'aide judiciaire) par habitant en pourcentage du PIB per capita | Budget annuel total consacré à l'ensemble des tribunaux (sans le ministère public et l'aide judiciaire) par habitant en pourcentage du salaire moyen brut |
|----------------------------------|---|--|---|---|
| Albanie | 10 486 065 € | 3,4 € | 0,18 % | 0,14 % |
| Andorre * | 4 447 193 € | 57,8 € | 0,26 % | 0,39 % |
| Azerbaïdjan | 6 915 057 € | 0,8 € | 0,10 % | 0,08 % |
| Bosnie-Herzégovine | 59 262 904 € | 15,5 € | 0,89 % | 0,33 % |
| Bulgarie | 48 900 313 € | 6,3 € | - | 0,26 % |
| Croatie | 159 988 552 € | 36,0 € | 0,58 % | 0,38 % |
| Chypre | 17 997 698 € | 26,1 € | 0,36 % | 0,22 % |
| République tchèque | 241 292 690 € | 23,6 € | 0,28 % | 0,35 % |
| Danemark | 155 000 000 € | 28,7 € | - | - |
| Estonie | 20 700 000 € | 15,3 € | 0,23 % | 0,27 % |
| Finlande | 211 636 000 € | 40,4 € | 0,14 % | 0,12 % |
| France | 2 257 981 000 € | 36,3 € | 0,14 % | 0,09 % |
| Géorgie | 7 206 338 € | 1,6 € | 0,17 % | 0,16 % |
| Hongrie | 276 563 900 € | 27,4 € | 0,34 % | 0,39 % |
| Islande | 9 400 000 € | 32,0 € | 0,09 % | 0,08 % |
| Irlande | 97 991 000 € | 24,3 € | 0,07 % | 0,09 % |
| Italie | 2 749 944 000 € | 47,0 € | 0,20 % | 0,21 % |
| Lettonie | 21 074 355 € | 9,1 € | 0,19 % | 0,25 % |
| Liechtenstein | 8 611 142 € | 248,9 € | 0,23 % | 0,33 % |
| Lituanie | 38 045 065 € | 11,1 € | 0,21 % | 0,28 % |
| Malte | 8 679 000 € | 21,6 € | 0,22 % | 0,19 % |
| Moldova | 26 015 100 € | 7,7 € | 1,34 % | 0,90 % |
| Monaco * | 3 020 010 € | 100,6 € | - | - |
| Monténégro | 6 791 731 € | 10,9 € | 0,52 % | 0,30 % |
| Pays-Bas | 762 607 000 € | 46,8 € | 0,16 % | 0,15 % |
| Norvège | 164 000 000 € | 35,6 € | 0,08 % | 0,09 % |
| Pologne | 813 729 185 € | 21,3 € | 0,41 % | 0,34 % |
| Roumanie | 117 961 263 € | 5,4 € | 0,20 % | 0,22 % |
| Fédération de Russie | 1 545 651 802 € | 10,8 € | 0,31 % | 0,45 % |
| Serbie | 70 207 781 € | 9,4 € | 0,42 % | 0,27 % |
| Slovaquie | 79 339 027 € | 14,7 € | 0,24 % | 0,29 % |
| Slovénie | 111 500 000 € | 55,8 € | 0,43 % | 0,41 % |
| Espagne * | 2 231 531 310 € | 52,0 € | 0,27 % | 0,21 % |
| Suède | 463 687 163 € | 51,3 € | 0,18 % | 0,16 % |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 429 000 000 € | 8,1 € | 0,03 % | 0,02 % |
| Ecosse (RU) | 93 301 917 € | 18,4 € | 0,07 % | 0,05 % |

* budget estimé

Eh bien, en comparant seulement des pays homogènes pour caractéristiques sociales et juridiques, il faut dire que le budget annuel global consacré en Italie à l'ensemble des tribunaux est égal à € 2,75 milliards. La France destine au même but € 2,26 milliards et l'Espagne € 2,23 milliards (l'Allemagne, le Portugal et la Grèce n'ont pu fournir le chiffre du budget consacré aux tribunaux: voir note 3).

L'Italie, donc, est située à la première place.

Au contraire, en face de 5.378.221 affaires civiles et pénales existantes en Italie (avec un ratio de dépense de 511 € pour chaque dossier), la France enregistre 4.353.330 affaires civiles et pénales (ratio 519 €) et l'Espagne 7.047.092 affaires civiles et pénales (ratio 317 €).

L'Espagne, donc, montre le meilleur résultat par ratios pour chaque dossier, avec un investissement inférieur à celui-là de l'Italie et de la France.

Mais il y a un petit problème dans cette acte récognitif: parce que, en effet, le montant des affaires civiles italiennes ne comprends pas les données statistiques regardantes la matière fiscale et tributaire, qui en Italie (mais - je pense - aussi dans autres pays) n'a rien à voir avec la magistrature ordinaire.

§ 3.1 - Les affaires civiles et administratives traitées par le tribunaux

Dans le tableau suivant le nombre total d'affaires civiles reçues par les tribunaux, ainsi que les décisions, les affaires pendantes, les durées et les appels sont présentés. Toutefois les données dans ces tableaux ne sont pas facilement comparables, car certains pays ont défini de manière différente une affaire civile.

Tableau 37. Nombre de procédures pour des affaires civiles et administratives en 2004

| Pays | Q68 Nombre total d'affaires civiles devant les tribunaux (contentieuses et non contentieuses) | Q69-1 Nouvelles affaires civiles et administratives contentieuses (1ère instance) | pour 100 000 habitants | Q69-2 Décisions au fond | Q69-3 % des décisions ayant fait l'objet d'un appel à une instance supérieure | Q 69-4 Affaires pendantes au 1 janvier 2005 | Q 69-5 % d'affaires pendantes de plus de 3 ans |
|----------------------------------|---|---|------------------------|-------------------------|---|---|--|
| Albanie | 41 755 | 24 960 | 813 | - | 9,0 | 3 386 | 0,0 |
| Andorre | 3 765 | 3 070 | 3 993 | 1 100 | 1,9 | 1 426 | 1,3 |
| Arménie | 101 703 | 101 703 | 3 168 | 84 851 | 4,6 | 5 927 | |
| Autriche | 4 807 881 | 818 213 | 9 970 | 44 169 | 32,2 | 177 106 | 1,5 |
| Azerbaïdjan | 53 249 | 53 249 | 638 | 38 252 | 21,9 | 4 616 | |
| Belgique | 700 709 | 694 986 | 6 653 | 733 890 | 5,1 | | |
| Bulgarie | 680 742 | 573 399 | 7 388 | 542 417 | | 68 852 | |
| Croatie | 417 223 | 160 790 | 3 618 | | | 237 749 | |
| Chypre | 338 159 | 29 043 | 4 212 | 31 220 | 1,0 | 32 679 | 20,0 |
| République tchèque | 1 209 659 | 285 469 | 2 793 | 316 367 | | 171 454 | 5,9 |
| Danemark | 141 486 | 126 696 | 2 347 | | 2,0 | 35 308 | |
| Estonie | 37 781 | 25 301 | 1 873 | 25 682 | 9,3 | 11 826 | 7,6 |
| Finlande | 176 171 | 9 460 | 181 | 9 715 | 24,6 | 5 682 | 4,0 |
| France | 3 390 413 | 1 779 344 | 2 862 | 1 368 181 | 12,8 | 1 490 000 | 12,0 |
| Allemagne | 13 755 061 | 3 083 980 | 3 738 | 1 375 938 | 23,4 | 1 510 916 | |
| Grèce | n.r. | 168 651 | 1 525 | 113 748 | 100,0 | 34 087 | |
| Hongrie | 635 000 | 165 027 | 1 634 | 86 965 | 25,2 | 76 203 | 1,4 |
| Islande | 25 664 | 1 296 | 441 | | 0,9 | 728 | 0,0 |
| Irlande | 135 510 | 130 391 | 3 228 | 7 716 | 19,0 | | |
| Italie | 3 944 961 | 3 600 526 | 6 159 | 1 156 045 | 21,8 | 4 087 311 | |
| Lettonie | 116 808 | 59 156 | 2 551 | 44 491 | 6,6 | 20 720 | 1,4 |
| Liechtenstein | 831 | 416 | 1 202 | 89 | | 154 | |
| Lituanie | 152 132 | 152 132 | 4 441 | 149 646 | 5,0 | 1 779 | |
| Luxembourg | 12 079 | 4 315 | 948 | 8 931 | n.a. | n.a. | n.a. |
| Malte | 5 858 | 5 858 | 1 455 | | | 14 277 | 33,0 |
| Moldova | 56 401 | 52 414 | 1 548 | 42 124 | 15,7 | 6 692 | n.a. |
| Monaco | 950 | 748 | 2 492 | 860 | 20,0 | 1 091 | |
| Monténégro | n.r. | 15 462 | 2 492 | 11 996 | 21,7 | 3 466 | 8,4 |
| Pays-Bas | 1 131 810 | 902 980 | 5 542 | 896 700 | | | |
| Norvège | 13 450 | 13 450 | 292 | 13 944 | 12,0 | 7 751 | 0,0 |
| Pologne | 7 602 495 | 1 162 480 | 3 045 | 1 201 149 | 17,8 | 498 955 | |
| Portugal | 628 170 | 628 170 | 5 966 | 524 684 | | 1 325 662 | |
| Roumanie | 1 353 749 | 1 153 187 | 5 321 | 933 854 | | 247 337 | |
| Fédération de Russie | 6 334 000 | 5 852 000 | 4 079 | 5 019 000 | 5,9 | 485 000 | 0,8 |
| Serbie | 756 758 | 687 431 | 9 168 | 461 589 | 23,7 | 225 555 | n.a. |
| Slovaquie | 228 755 | 238 662 | 4 420 | | 12,0 | 226 462 | 15,2 |
| Slovénie | 550 470 | 25 335 | 1 268 | 18 971 | 21,2 | 44 418 | 31,8 |
| Espagne | 1 862 966 | 826 835 | 1 926 | 188 246 | 17,5 | 578 209 | |
| Suède | 69 721 | 43 539 | 482 | | 4,8 | 26 151 | 3,9 |
| Turquie | 2 116 746 | 1 391 095 | 1 955 | 1 081 777 | | 671 915 | |
| Ukraine | 1 873 438 | 203 112 3 | 4 296 | | | 224 325 | |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 1 770 056 | 1 597 123 | 3 011 | 61 824 | | | 0,0 |
| Irlande du Nord (RU) | n.r. | 28 062 | 1 641 | 24 407 | 2,0 | 9 364 | |

Commentaires (seulement pour les pays définis homogènes)

- **France:**
 - Q 69-1: sont comprises les affaires au fond litigieuses (contentieuses uniquement) des tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, juges de proximité, conseillers prud'homaux, tribunaux de commerce et tribunaux des affaires de sécurité sociale; ne sont pas comptés les ordonnances sur requête et les référés. Pour les mineurs sont comptés les mineurs en danger devant le juge des enfants et les familles faisant l'objet d'un suivi social.
 - Q 69-2: comprend toutes les décisions qui mettent fin à l'affaire en statuant sur le fond (hors référés et ordonnances sur requête et hors radiations, jonctions, etc.).
 - Q 69-3: le taux de recours moyen calculé toutes juridictions confondues n'a jamais été donné et va mélanger des taux aussi différents que 4,6 % pour les tribunaux d'instance et 56,9 % pour les prud'hommes.
 - Q 69-5: pas d'information sur les stocks d'affaires de plus de 3 ans d'âge à l'exception des tribunaux de grande

instance.

- **Allemagne:** Le nombre total d'affaires comprend environ 9 100 000 procédures accélérées pour le recouvrement des créances incontestées qui sont, pour la plupart, examinées automatiquement par traitement informatique. (automatisiertes Mahnverfahren).
- **Grèce:** Nombre total de nouvelles affaires civiles: 168 651; nombre total de décisions rendues: 113 748; toutes les décisions ont fait l'objet d'un appel. Pour 34 087 nouvelles affaires, les décisions ont été rendues après 2004. Il n'y a pas d'affaires pendantes depuis plus de trois ans parce que la loi ne le permet pas. Il n'est pas possible d'estimer la durée moyenne. Les données sur le nombre d'affaires civiles, administratives et pénales ne concernent que le parquet du Tribunal de première instance d'Athènes et de tribunal administratif de première instance d'Athènes.
- **Italie:** Q 69-3: estimation.

§ 3.2 - Les affaires pénales traitées par les tribunaux

Comme évident, seule une petite partie des affaires pénales est portée par le ministère public devant le tribunal.

Dans le tableau suivant des chiffres généraux sont présentés pour le nombre d'affaires pénales reçues par les tribunaux.

Toutes les données doivent être traitées avec précaution et peuvent seulement être utilisées dans un but illustratif, pour montrer la charge d'affaires des tribunaux.

Il doit être noté que la durée générale des procédures a été incluse comme une indication, mais ne peut être utilisée à des fins comparatives, étant donné les disparités entre les périodes de la procédure prises en compte.

Table 40. Nouvelles affaires pénales devant les tribunaux en 2004

| Pays | Q73-1 Nouvelles affaires pénales | pour 100 000 habitants | Q73-2 Décisions judiciaires | Q73-3 Personnes condamnées | Q73-4 Personnes acquittées | Q73-5 % de décisions ayant fait l'objet d'un appel à une instance supérieure | Q73-6 Affaires pendantes au 1 janvier 2005 | Q73-7 % d'affaires pendantes de plus de 3 ans |
|--------------------|---|------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|---|---|
| Albanie | 9 181 | 299 | 7068 | 6379 | 303 | 38,0 | 2113 | - |
| Andorre | 2 319 | 3 017 | 911 | 1656 | 420 | - | - | - |
| Arménie | 4 651 | 145 | 3780 | 4881 | 6 | 33,3 | 547 | - |
| Autriche | 91 152 | 1 111 | 50 723 | - | - | 8,8 | 15695 | 2,4 |
| Azerbaïdjan | 13 838 | 166 | 10 775 | 13 353 | 6 | 18,6 | 1305 | - |
| Belgique | 32 437 | 311 | - | - | - | - | - | - |
| Bulgarie | 67 537 | 870 | 58377 | 57383 | 2953 | - | 28117 | - |
| Croatie | 33 931 | 764 | - | - | - | - | - | - |
| Chypre | 81 948 | 11 884 | 80608 | 68536 | 13412 | 0,3 | 32058 | 0 |
| République tchèque | 79 012 | 773 | 94024 | 68443 | 7456 | - | 5403 | 10,86 |
| Danemark | 134 647 | 2 495 | 131298 | 131298 | - | 3,0 | 42780 | - |
| Estonie | 8 622 | 638 | 8412 | 10060 | 248 | 21,0 | 2181 | 3,8 |
| Finlande | 67 298 | 1 285 | 66 533 | 54 018 | 3 486 | 12,4 | 17 380 | 6 |
| France | 962 917 | 1 549 | 1086651 | 1115823 | 47800 | - | 368818 | - |
| Allemagne | 910 548 | 1 104 | 433 406 | 442 356 | 37 243 | 14,0 | 313989 | 0,63 |
| Grèce | 205 534 | 1 859 | - | - | - | - | - | - |
| Hongrie | 138 433 | 1 371 | 103041 | 98976 | 4490 | 10,6 | 51761 | 1,61 |
| Islande | 8 563 | 2 917 | 8 105 | 2 612 | 81 | 2,0 | 761 | 0 |
| Irlande | 360 334 | 8 919 | - | - | - | - | - | - |
| Italie | 1 433 260 | 2 452 | 1 311 549 | - | - | - | 1 254 003 | - |
| Lettonie | 12 167 | 525 | 12 295 | 13 222 | 209 | 17,2 | 4 475 | 1,9 |
| Liechtenstein | 1 429 | 4 130 | 1 293 | - | - | - | 321 | - |
| Lituanie | 17 592 | 514 | 17 364 | 17 882 | 458 | 26,0 | 3 493 | - |

| | | | | | | | | |
|----------------------------------|------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|------------|----------------|------|
| Luxembourg | - | - | 11477 | - | - | - | 2956 | - |
| Moldova | 12 774 | 377 | 13046 | 12751 | 338 | 4,6 | 2799 | - |
| Monaco | 617 | 2 055 | 700 | 796 | 30 | 10,0 | 40 | - |
| Monténégro | 5 190 | 836 | 3 459 | 3 000 | 585 | 32,3 | 1 731 | 5,1 |
| Pays-Bas | - | - | 133218 | 126174 | 6353 | - | - | - |
| Norvège | 16 896 | 367 | 16 343 | - | - | 8,0 | 5 264 | - |
| Pologne | 548 136 | 1 436 | 564 196 | 500 799 | 13 070 | 18,4 | 213 277 | 2,8 |
| Portugal | 116 344 | 1 105 | 99 747 | 69 798 | 35 105 | - | 170 008 | - |
| Roumanie | 416 581 | 1 922 | 353 945 | 76 198 | 27 816 | - | 60 633 | - |
| Fédération de Russie | 1 059 000 | 738 | 677 000 | 816 000 | 9 000 | 19,8 | 155 000 | - |
| Serbie | 105389 | 1 406 | 56824 | - | - | 25,0 | 48565 | - |
| Slovaquie | 26 939 | 499 | 26 446 | 26 804 | 1 223 | 17,0 | 17 330 | 9 |
| Slovénie | 14 529 | 727 | 16 008 | 7 974 | 1 713 | - | 20 904 | 26,5 |
| Espagne | 5 184 126 | 12 074 | 415 313 | - | - | 7,0 | 751 472 | - |
| Suède | 68 555 | 759 | - | - | - | 12,9 | 25 827 | 2,6 |
| Turquie | 1 778 875 | 2 500 | 2 337 748 | 1 091 358 | 485 253 | - | 1 056 754 | - |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 2 022 604 | 3 813 | 1 599 448 | 1 548 500 | 50 948 | 12,7 | 28 198 | 0 |

Commentaires (seulement pour les pays définis homogènes)

- **France:**
 - Q 73-1: 517.245 crimes et délits, 445. 672 contraventions, dont 5e classe 119. 622
 - Q 73-2: décisions judiciaires (jugements et arrêts) 1.086.651 dont 518. 699 crimes et délits, 567. 952 contraventions dont 5ème classe 149. 789;
 - Q 73-3: 566. 919 crimes et délits, 548. 904 contraventions, dont 5e classe 143. 953
 - Q 73-4: dont 31.110 crimes et délits, 16. 690 contraventions dont 5e classe 4 403
 - Q 73-5: affaires pendantes au 1er janvier 2005 (hors tribunaux pour enfants) 368. 818, dont tribunaux de police et juridictions de proximité 221. 917 (hors tribunaux pour enfants)
- **Grèce:** les données sont celles transmises par le parquet auprès du Tribunal de première instance d'Athènes et le Tribunal administratif de première instance d'Athènes.
- **Italie:**
 - Q 73-1: 1. 343. 481 tribunaux, 89. 779 tribunaux de paix (total 1. 433. 260)
 - Q 73-2: 1. 231. 499 tribunaux, 80. 010 tribunaux de paix (total 1. 311. 549)
 - Q 73-6: 1. 196. 156 tribunaux, 57. 847 tribunaux de paix (total 1. 254. 003).

§ 4 - Le nombre des juges

Un autre critère utile d'évaluation est certainement le nombre des juges (professionnels ou non) employés dans chaque pays, parce que ce montant agit beaucoup sur le budget national (en Italie, p. e., environ pour le 65%).

Dans la grille de la CEPEJ, trois types de juges sont définis.

En général, un *juge* est défini comme une «*personne chargée de rendre ou de participer à une décision judiciaire*».

Cette définition doit être envisagée dans le contexte de la *Convention Européenne des Droits de l'Homme* et la jurisprudence de la Cour.

En particulier: "*le juge tranche, sur la base de normes de droit et à l'issue d'une procédure organisée, toute question relevant de sa compétence*".

Les juges professionnels sont décrits comme «*ceux qui ont été formés et qui sont rémunérés comme tel (et où leur principale fonction est de travailler comme un juge)*».

A côté des juges professionnels, la grille de la CEPEJ définit deux autres catégories de juges, à savoir :

- les *juges professionnels qui siègent sur une base occasionnelle* (et qui sont payés comme tel) ;
- et les *juges non professionnels*.

Les *juges non professionnels* sont surtout chargés du traitement des affaires pénales. Ils interviennent également dans les affaires de droit du travail et de droit commercial.

Dans certains pays (France, par exemple) les *juges non professionnels* siègent dans divers tribunaux spécialisés.

Les différentes catégories de juges figurent au suivant tableau.

Tableau 30. Types et nombres de juges en 2004

| Pays | Q36 Juges professionnels à temps plein (etp) | | Q37 Juges professionnels siégeant occasionnellement | | Q38 Juges non professionnels (lay-judges) | | Nombre de juges non professionnels (lay judges) par juge professionnel |
|----------------------------------|--|------------------------|---|------------------------|---|------------------------|--|
| | nombre | pour 100 000 habitants | nombre | pour 100 000 habitants | Nombre | pour 100 000 habitants | |
| Albanie | 383 | 12,5 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Andorre | 22 | 28,6 | 2 | 2,6 | n.a.p. | - | - |
| Arménie | 179 | 5,6 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Autriche | 1696,5 | 20,7 | n.a.p. | - | n.r. | - | - |
| Azerbaïdjan | 338 | 4,0 | n.r. | - | n.r. | - | - |
| Belgique | 2500 | 23,9 | n.a.p. | - | 3749 | 35,9 | 1,50 |
| Bosnie-Herzégovine | 690 | 18,0 | 12 | 0,3 | 362 | 9,4 | 0,52 |
| Bulgarie | n.r. | - | 1751 | 22,6 | n.r. | - | - |
| Croatie | 1907 | 42,9 | n.a.p. | - | 6272 | 141,1 | 3,29 |
| Chypre | 96 | 13,9 | n.r. | - | n.r. | - | - |
| République tchèque | 2878 | 28,2 | n.a.p. | - | 7872 | 77,0 | 2,74 |
| Danemark | 368 | 6,8 | n.a.p. | - | n.a. | - | - |
| Estonie | 245 | 18,1 | n.r. | - | 1955 | 144,7 | 7,98 |
| Finlande | 875 | 16,7 | n.r. | - | 3700 | 70,7 | 4,23 |
| France | 6278 | 10,1 | 213 | 0,3 | 3299 | 5,3 | 0,53 |
| Géorgie | 406 | 9,0 | n.r. | - | n.r. | - | - |
| Allemagne | 20395 | 24,7 | n.r. | - | 100000 | 121,2 | 4,90 |
| Grèce | 2200 | 19,9 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Hongrie | 2757 | 27,3 | n.a.p. | - | 2921 | 28,9 | 1,06 |
| Islande | 47 | 16,0 | n.a.p. | - | n.r. | - | - |
| Irlande | 130 | 3,2 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Italie | 6105 | 10,4 | n.r. | - | 8077 | 13,8 | 1,32 |
| Lettonie | 384 | 16,6 | n.r. | - | 4058 | 175,0 | 10,57 |
| Liechtenstein | 17 | 49,1 | 1 | 2,9 | 16 | 46,2 | 0,94 |
| Lituanie | 693 | 20,2 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Luxembourg | 162 | 35,6 | n.r. | - | 127 | 27,9 | 0,78 |
| Malte | 35 | 8,7 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Moldova | 415 | 12,3 | n.r. | - | n.r. | - | - |
| Monaco | 18 | 60,0 | 14 | 46,6 | 118 | 393,1 | 6,56 |
| Monténégro | 242 | 39,0 | n.a.p. | - | 544 | 87,7 | 2,25 |
| Pays-Bas | 2004 | 12,3 | 900 | 5,5 | n.a. | - | - |
| Norvège | 501 | 10,9 | n.r. | - | n.a. | - | - |
| Pologne | 9766 | 25,6 | n.a.p. | - | 43613 | 114,2 | 4,47 |
| Portugal | 1754 | 16,7 | n.a.p. | - | 676 | 6,4 | 0,39 |
| Roumanie | 4030 | 18,6 | n.a.p. | - | 170 | 0,8 | 0,04 |
| Fédération de Russie | 29685 | 20,7 | n.a.p. | - | n.a.p. | - | - |
| Saint-Marin | 16 | 53,9 | 4 | 13,5 | n.a.p. | - | - |
| Serbie | 2418 | 32,2 | n.r. | - | n.a. | - | - |
| Slovaquie | 1208 | 22,4 | n.a.p. | - | 2747 | 50,9 | 2,27 |
| Slovénie | 780 | 39,0 | n.a.p. | - | 4065 | 203,5 | 5,21 |
| Espagne | 4201 | 9,8 | 1181 | 2,8 | 7681 | 17,9 | 1,83 |
| Suède | 1618 | 17,9 | n.a. | - | 7556 | 83,6 | 4,67 |
| Turquie | 5304 | 7,5 | n.a.p. | - | n.r. | - | - |
| Ukraine | 6999 | 14,8 | n.r. | - | n.r. | - | - |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 1305 | 2,5 | 2370 | 4,5 | 28029 | 52,8 | 21,48 |
| Irlande du Nord (RU) | 62 | 3,6 | n.r. | - | n.a.p. | - | - |
| Ecosse (RU) | 227 | 4,5 | 57 | 1,1 | 749 | 14,7 | 3,30 |

Commentaires (seulement pour les pays définis homogènes)

Juges professionnels:

Allemagne: Il n'y a pas de chiffre absolu pour le nombre de juge à temps complet ou à temps partiel. La donnée est précisée en équivalent temps plein. C'est pourquoi cette donnée ne peut pas être comparée directement avec celle d'autres Etats.

Juges professionnels (sur une base occasionnelle):

France: 213 juges de proximité en exercice en 2004. Ils travaillent maximum 4 jours par mois.

Espagne: juges suppléants ou substitués.

Juges non professionnels:

France: 14.610 conseillers prud'hommes, 1.800 (au budget: 2.412) assesseurs des Tribunaux pour enfants, 3.800 assesseurs des tribunaux des affaires de sécurité sociale, 2.800 assesseurs des tribunaux du contentieux de l'incapacité et assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux (chiffre inconnu).

Allemagne: les chiffres doivent être interprétés comme le nombre de citoyens faisant fonction de juge avec des juges professionnels dans divers tribunaux. Dans les affaires pénales 36.029 citoyens étaient engagés, en ce qui concerne les autres types de procédures prises en compte, le chiffre est une estimation.

Italie: 3.686 juges de paix, 440 juges non professionnels dans les tribunaux et 2.233 juges honoraires dans les tribunaux avec des postes non permanents.

Portugal: Ce chiffre se réfère aux personnes désignées comme juges sociaux, tel que publié au Journal officiel. Figurer sur ces listes ne signifie pas participer effectivement à la prise de décision judiciaire mais seulement être susceptible d'être appelé à participer à des procédures spécifiques, notamment pour les affaires référencées tant dans la Loi n. 166/99 du 14 septembre (article 30, n. 2 - Loi sur l'éducation tutorale) que dans la Loi n. 147/99 du 1er Septembre (article 115- Loi sur la protection des mineurs en danger); ils décident alors sous la présidence d'un juge professionnel. Il est impossible de déterminer la quantité de juges non professionnels qui ont effectivement participé à des jugements en 2004.

Espagne: les juges de paix sont chargés des infractions pénales mineures dans les municipalités.

Note :

Les autres pays qui ont un grand nombre de juges professionnels sont: Belgique, **Allemagne**, Hongrie, Luxembourg et Roumanie.

Concernant les juges professionnels à temps partiel, il n'en existe pas: en Arménie, Croatie, **Grèce**, Hongrie, Monténégro, Pologne, **Portugal**, Fédération de Russie, Slovaquie, Slovénie et Turquie.

* * *

Alors, nous référant au nombre total de tous ces juges, nous pouvons dire en général que:

- la France compte 29.501 juges (+ un chiffre inconnu d'assesseurs des tribunaux paritaires en matière de contrats agricoles, dits des "baux ruraux")
- l'Allemagne compte 20.395 juges (+36.029 citoyens engagés dans le système de jugement par jury des affaires pénales. Cependant, il n'y a pas de chiffre absolu pour le nombre de juge à temps complet ou à temps partiel. La donnée est estimée en équivalent temps plein. C'est pourquoi cette donnée ne peut pas être comparée directement avec celle d'autres Etats)
- l'Italie compte 12.464 juges
- l'Espagne compte 4.201 juges
- le Portugal seulement 1.754 juges

La France, donc, montre le meilleur résultat, ayant un ratio d'investissement inférieur à celui-là des autres pays homogènes considérés.

Cependant, il faut noter que le fonctionnement du système judiciaire de certains Etats est beaucoup dépendant de l'utilisation de *juges non professionnels* (c'est le cas de l'Allemagne et de la France) et, en particulière, de la participation des citoyens au jugement par jury (c'est le cas de l'Allemagne pour les affaires pénales).

Ce critère, donc, doit être envisagé avec beaucoup de précaution.

§ 5 - Le budget consacré au ministère public

Sur les 47 Etats considérés seulement 36 ont répondu au questionnaire.

Dans la grande majorité des pays (32), les parquets sont entièrement séparés des tribunaux et ont leur propre budget.

Dans 13 pays, les tribunaux et les parquets sont gérés ensemble ou s'inscrivent dans un même et seul budget.

France, Italie et Espagne ont été en mesure d'estimer les parts respectives du budget attribuées au tribunaux et aux parquets.

Au contraire, **Allemagne, Grèce et Portugal** n'ont pas été capables d'estimer ces parts respectives et en conséquence ils ne sont pas dans le tableau suivant.

Tableau 3. Budget consacré au ministère public en 2004

| Pays | Q9 Budget public annuel consacré au ministère public | Budget public annuel consacré au ministère public par habitant | Budget public annuel consacré au ministère public par habitant en pourcentage du PIB per capita | Budget public annuel consacré au ministère public par habitant en pourcentage du salaire moyen brut |
|----------------------------------|--|--|---|---|
| Albanie | 8 498 900 € | 2,8 € | 0,14 % | 0,11 % |
| Andorre * | 426 969 € | 5,6 € | 0,02 % | 0,04 % |
| Azerbaïdjan | 10 916 740 € | 1,3 € | 0,15 % | 0,13 % |
| Bosnie-Herzégovine | 16 591 370 € | 4,3 € | 0,25 % | 0,09 % |
| Bulgarie | 22 826 626 € | 2,9 € | - | 0,12 % |
| Croatie | 28 967 501 € | 6,5 € | 0,11 % | 0,07 % |
| République tchèque | 55 924 241 € | 5,5 € | 0,06 % | 0,08 % |
| Estonie | 3 500 000 € | 2,6 € | 0,04 % | 0,05 % |
| Finlande | 33 022 000 € | 6,3 € | 0,02 % | 0,02 % |
| France | 646 771 000 € | 10,4 € | 0,04 % | 0,03 % |
| Géorgie | 7 498 585 € | 1,7 € | 0,18 % | 0,17 % |
| Hongrie | 108 000 000 € | 10,7 € | 0,13 % | 0,15 % |
| Islande | 3 100 000 € | 10,6 € | 0,03 % | 0,03 % |
| Irlande | 28 661 000 € | 7,1 € | 0,02 % | 0,03 % |
| Italie | 1 167 510 000 € | 20,0 € | 0,09 % | 0,09 % |
| Lettonie | 12 018 365 € | 5,2 € | 0,11 % | 0,14 % |
| Liechtenstein | 1 302 339 € | 37,6 € | 0,04 % | 0,05 % |
| Lituanie | 24 375 087 € | 7,1 € | 0,14 % | 0,18 % |
| Malte | 1 023 260 € | 2,5 € | 0,03 % | 0,02 % |
| Moldova | 18 623 700 € | 5,5 € | 0,96 % | 0,64 % |
| Monaco * | 780 740 € | 26,0 € | - | - |
| Monténégro | 1 197 047 € | 1,9 € | 0,09 % | 0,05 % |
| Pays-Bas | 335 300 000 € | 20,6 € | 0,07 % | 0,07 % |
| Norvège | 10 737 € | 0,0 € | 0,00001 % | 0,00001 % |
| Pologne | 226 591 855 € | 5,9 € | 0,11 % | 0,10 % |
| Roumanie | 70 989 086 € | 3,3 € | 0,12 % | 0,14 % |
| Fédération de Russie | 926 827 355 € | 6,5 € | 0,19 % | 0,27 % |
| Serbie | 12 108 235 € | 1,6 € | 0,07 % | 0,05 % |
| Slovaquie | 26 289 474 € | 4,9 € | 0,08 % | 0,10 % |
| Slovénie | 15 600 000 € | 7,8 € | 0,06 % | 0,06 % |
| Espagne * | 153 158 726 € | 3,6 € | 0,02 % | 0,01 % |
| Suède | 89 000 000 € | 9,9 € | 0,03 % | 0,03 % |
| Ukraine | 41 307 900 € | 0,9 € | 0,08 % | 0,08 % |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 770 000 000 € | 14,5 € | 0,06 % | 0,04 % |
| Irlande du Nord (RU) | 35 370 000 € | 20,7 € | 0,08 % | 0,07 % |
| Ecosse (RU) | 131 300 000 € | 25,9 € | 0,11 % | 0,08 % |

* budget estimé

Commentaires (seulement pour les pays définis homogènes)

Les différences notables entre les compétences et les modes d'organisation du parquet doivent être prises en compte lorsque l'on examine les montants consacrés au ministère public.

Ces informations apparaissent plus loin dans ce rapport, tout comme d'autres données d'importance pour ce thème, en particulier le nombre de personnels et de juridictions.

Quelques pays ont indiqué un faible montant de ressources affectées au parquet.

C'est le cas en particulier de la **Norvège** qui aurait déclaré un chiffre beaucoup plus élevé si elle avait intégré budgétairement dans son système de poursuites certains membres de la police attachés au parquet. Cette donnée doit donc être interprétée avec prudence.

Dans 6 pays (**Italie**, Pays-Bas, Liechtenstein, Monaco, Irlande du Nord et Ecosse), le montant consacré aux fonctions de poursuite est égal ou dépasse les 20 € par habitant.

Mais c'est en **Bosnie-Herzégovine**, en **Moldova**, en **Fédération de Russie** et en **Géorgie** que ce montant est le plus élevé par rapport au PIB par habitant.

* * *

Dans ce tableau, l'Italie montre le budget plus important en face de celui-là de la France et de l'Espagne :

- Italie € 1.167.510.000
- France € 646.771.000
- Espagne € 153.158.726

Mais c'est nécessaire, aussi que pour le tribunaux, commenter le ratio entre l'investissement et les affaires pénales traitées.

§ 5.1 - Le traitement des affaires pénales par le ministère public

Le tableau suivant présente le nombre total d'affaires pénales reçues par le ministère public en première instance .

Tableau 39. Affaires pénales traitées par le ministère public en 2004

| Pays | Q72 Nombre total d'affaires pénales de première instance reçues par le ministère public | pour 100 000 habitants | Classées par le ministère public | | | Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur | Portées par le Procureur devant les tribunaux |
|--------------------|---|------------------------|----------------------------------|--|---|---|---|
| | | | en général | parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié | en raison d'une impossibilité de fait ou de droit | | |
| Albanie | 14 204 | 463 | 2 175 | - | - | - | 3 779 |
| Andorre | 2 343 | 3 048 | 10 | - | - | - | 14 |
| Arménie | 3 481 | 108 | 1 485 | 1 345 | 403 | - | - |
| Autriche | 631 619 | 7 697 | 126 717 | - | 107 064 | 32 765 | 67 002 |
| Azerbaïdjan | - | - | 145 | 75 | - | 443 | 11 452 |
| Belgique | 821 392 | 7 863 | 624 880 | 294 386 | 133 751 | 8 390 | 19 331 |
| Croatie | 96 915 | 2 181 | - | 41 679 | 15 075 | - | - |
| République tchèque | 111 694 | 1 093 | 294 | 0 | 184 | 0 | 79 012 |
| Danemark | 892 288 | 16 531 | - | - | - | - | 194 926 |
| Estonie | 34 078 | 2 522 | 29 474 | 20 987 | 2 336 | 2 096 | - |
| Finlande | 88 000 | 1 680 | 26 000 | - | - | 3 700 | 67 000 |
| France | 5 004 678 | 8 049 | 366 382 | 3 147 897 | 401 184 | 414 693 | 674 522 |

| | | | | | | | |
|----------------------------------|------------------|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Géorgie | 43 071 | 950 | 7 016 | 792 | 6 224 | - | 7 291 |
| Allemagne | 4 988 450 | 6 047 | 4 997 579 | - | 1 313 576 | 265 319 | 1 211 875 |
| Grèce | 148 556 | 1 344 | 2 257 | 50 700 | - | - | - |
| Hongrie | 137 886 | 1 366 | 16 934 | - | - | 5 254 | 78 850 |
| Islande | 8 782 | 2 991 | 2 794 | - | 455 | - | 5 944 |
| Italie | 3 188 511 | 5 454 | 2 223 721 | 1 339 369 | - | - | 568 515 |
| Lettonie | 15 511 | 669 | 1 639 | 54 | 213 | 1 282 | 13 322 |
| Liechtenstein | 2 787 | 8 055 | 1 407 | 208 | 1 199 | 0 | 1 158 |
| Lituanie | 17 358 | 507 | 61 696 | - | 20 401 | - | 18 827 |
| Luxembourg | 48 365 | 10 630 | 9 749 | - | - | 618 | 11 477 |
| Monaco | 2 714 | 9 041 | 1 680 | 240 | - | 0 | 617 |
| Monténégro | 10 535 | 1 698 | - | 6 458 | 554 | - | 8 503 |
| Pays-Bas | 273 974 | 1 682 | 36 743 | - | 36 743 | 78 613 | 160 000 |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Norvège | 426 053 | 9 249 | 241 046 | 183 762 | - | 185 007 | 87 466 |
| Pologne | 1 816 335 | 4 758 | 1 040 125 | 681 860 | 294 198 | 0 | 425 048 |
| Portugal | 498 935 | 4 739 | 406 151 | - | - | 2 116 | 85 563 |
| Roumanie | 661 355 | 3 051 | 321 219 | - | - | 96 976 | 49 185 |
| Fédération de Russie | 978 371 | 682 | 1 435 830 | 1 369 326 | 65 904 | - | 65 123 |
| Serbie | 88 453 | 1 180 | - | - | - | - | 44881 |
| Slovaquie | 139 384 | 2 581 | 65 727 | 63 234 | - | - | 32 682 |
| Slovénie | 91 956 | 4 603 | 15 472 | - | - | 3 007 | 14 721 |
| Espagne | 3 956 078 | 9 214 | - | 2 305 225 | 424 819 | 91 562 | 514 741 |
| Suède | 185 710 | 2 055 | 71 944 | - | - | 24 488 | 92 900 |
| Turquie | 2 300 954 | 3 234 | 919 158 | - | - | - | 872 875 |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 1 570 000 | 2 960 | 172 848 | 72 195 | 32 832 | 1 060 619 | 1 330 767 |
| Irlande du Nord (RU) | 70 000 | 4 093 | - | - | - | - | - |

Commentaires

En **France**, les infractions routières sont incluses dans le nombre total indiqué.

En général on doit dire que la variété des procédures pénales nationales implique que le rôle et le pouvoir du ministère public peut grandement différer d'un pays à l'autre.

Dans ce sens, par exemple, plusieurs absences de réponses sont expliquées par les options suggérées qui n'entrent pas dans les attributions du procureur examinées plus haut, telles que par exemple le fait de classer une affaire sans une décision du tribunal.

Cette remarque est également valable pour les pays qui ne fournissent pas le nombre d'affaires classées par le ministère public dans une situation où le contrevenant ne pourrait pas être identifié, car leur système ne prévoit pas que ces affaires soient traitées par le procureur (**Arménie, Pays-Bas**); parfois ces affaires sont gérées par les forces de police jusqu'à leur élucidation (**Croatie**), ce qui n'est pas exactement l'équivalent d'un classement par le ministère public.

C'est ainsi le cas pour la **République tchèque**, où les forces de police ont le pouvoir de ne pas prolonger et de clôturer l'affaire. Cela doit être souligné également à l'égard de la spécificité de l'**Irlande**, dont le système accusatoire rend difficile le fait de transférer une affaire au procureur quand le contrevenant est inconnu et que les chances de le localiser sont minces. Il peut être noté quelques fois une légère disparité entre les catégories suggérées et les dispositions légales des pays.

Aux **Pays-Bas**, par exemple, le terme "sanction" n'est pas un exact équivalent d'un cas conclu par une peine imposée ou négociée par le ministère public.

* * *

Le ratio entre le budget et le montant des affaires traitées est, donc, le suivant :

- Espagne € 39
- France € 129
- Italie € 366

Le résultat est très important mais il faut probablement, pour le future, être surs que les données fournies par chaque pays soient homogènes, parce que en Italie - par exemple - ne sont pas incluses les infractions de la circulation routière (au contraire de la France ou des autres pays).

§ 5.2 - Le nombre des procureurs

Un critère utile d'évaluation, comme déjà dit au § 4, est certainement le nombre des procureurs (professionnels ou honoraires) employés dans chaque pays, parce que ce montant agit beaucoup sur le budget national affecté (en Italie, p. e., environ pour le 65%).

Tableau 42. Nombre de procureurs en 2004

| Pays | Q43 Nombre de procureurs (etp) | pour 100 000 habitants | Q44 D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs? | Q44 Si oui, nombre | pour 100 000 habitants |
|----------------------|--------------------------------|------------------------|---|--------------------|------------------------|
| Albanie | 267 | 8,7 | Oui | | |
| Andorre | 4 | 5,2 | Non | | |
| Arménie | 605 | 18,9 | non | | |
| Autriche | 216 | 2,6 | oui | 145 | 1,8 |
| Azerbaïdjan | 360 | 4,3 | n.a. | | |
| Belgique | 893 | 8,5 | non | | |
| Bosnie-Herzégovine | 274 | 7,2 | non | | |
| Bulgarie | n.r. | | non | | |
| Croatie | 558 | 12,6 | non | | |
| Chypre | 107 | 15,5 | non | | |
| République tchèque | 1 066 | 10,4 | non | | |
| Danemark | 564 | 10,4 | oui | | |
| Estonie | 186 | 13,8 | non | | |
| Finlande | 330 | 6,3 | oui | | |
| France | 1 848 | 3,0 | oui | | |
| Géorgie | 532 | 11,7 | non | | |
| Allemagne | 5 106 | 6,2 | oui | | |
| Grèce | 520 | 4,7 | non | | |
| Hongrie | 1 453 | 14,4 | non | | |
| Islande | 7 | 2,4 | oui | 26 | 8,9 |
| Irlande | 100 | 2,5 | oui | 16 | 0,4 |
| Italie | 2 146 | 3,7 | oui | 1 506 | 2,6 |
| Lettonie | 604 | 26,0 | non | | |
| Liechtenstein | 7 | 18,8 | non | | |
| Lituanie | 850 | 24,8 | non | | |
| Luxembourg | 39 | 8,6 | non | | |
| Malte | 6 | 1,5 | oui | 85 | 21,1 |
| Moldova | 766 | 22,6 | non | | |
| Monaco | 4 | 13,3 | non | | |
| Monténégro | 83 | 13,4 | non | | |
| Pays-Bas | 598 | 3,7 | non | | |
| Norvège | 705 | 15,3 | oui | 628 | 13,6 |
| Pologne | 5 393 | 14,1 | oui | | |
| Portugal | 1 217 | 11,6 | non | | |
| Roumanie | 2 784 | 12,8 | non | | |
| Fédération de Russie | 55 021 | 38,3 | non | | |
| Saint-Marin | 1 | 3,4 | oui | | |
| Slovaquie | 697 | 12,9 | non | | |
| Slovénie | 171 | 8,6 | oui | 22 | 1,1 |
| Serbie | 800 | 10,7 | non | | |
| Espagne | 1 740 | 4,1 | non | | |
| Suède | 767 | 8,5 | non | | |

| | | | | | |
|----------------------------------|-------|------|------|--|--|
| Turquie | 3 006 | 4,2 | non | | |
| Ukraine | n.r. | | non | | |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 2 819 | 5,3 | oui | | |
| Irlande du Nord (RU) | 300 | 17,5 | non | | |
| Ecosse (RU) | 1 428 | 28,1 | n.r. | | |

Le tableau concernant les procureurs montre ces nombres :

1. Allemagne 5.106 procureurs
2. Italie 2.146
3. France 1.848
4. Espagne 1.740
5. Portugal 1.217
6. Grèce 520

Dans le tableau suivant le *personnel non procureur* de tous les pays est représenté. Le ratio entre le nombre de personnel non procureur par procureur, ainsi que le nombre de juges par procureur est également décrit.

Tableau 43. Nombre de personnel non procureur en 2004 et ratios

| Pays | Q46 Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au parquet (etp) | Q43 Nombre de procureurs (etp) | Personnel non procureur par procureur | Q40 Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (etp) | Q36 Nombre de juges professionnels siégeant dans les tribunaux (etp) | Personnel non juge par juge |
|--------------------|--|--------------------------------|---------------------------------------|---|--|-----------------------------|
| Albanie | 497 | 267 | 1,9 | 808 | 383 | 2,1 |
| Andorre | 4 | 4 | 1,0 | 68 | 22 | 3,1 |
| Arménie | 273 | 605 | 0,5 | 966 | 179 | 5,4 |
| Autriche | 171,6 | 216 | 0,8 | 4 320 | 1 697 | 2,5 |
| Azerbaïdjan | 700 | 360 | 1,9 | 1 524 | 338 | 4,5 |
| Belgique | 2304 | 893 | 2,6 | 5 618 | 2 500 | 2,2 |
| Bosnie-Herzégovine | 427 | 274 | 1,6 | 1 998 | 690 | 2,9 |
| Bulgarie | n.r. | n.r. | | n.r. | n.r. | |
| Croatie | 885 | 558 | 1,6 | 6 473 | 1 907 | 3,4 |
| Chypre | 190 | 107 | 1,8 | 425 | 96 | 4,4 |
| République tchèque | 1580 | 1 066 | 1,5 | 9 093 | 2 878 | 3,2 |
| Danemark | n/a | 564 | | 1 422 | 368 | 3,9 |
| Estonie | 74 | 186 | 0,4 | 1 016 | 245 | 4,1 |
| Finlande | 210 | 330 | 0,6 | 2 586 | 875 | 3,0 |
| France | 4077 | 1 848 | 2,2 | 17 376 | 6 278 | 2,8 |
| Géorgie | 290 | 532 | 0,5 | 1 155 | 406 | 2,8 |
| Allemagne | 12304 | 5 106 | 2,4 | 58 922 | 20 395 | 2,9 |
| Grèce | Nap | 520 | | 6 827 | 2 200 | 3,1 |
| Hongrie | 2295 | 1 453 | 1,6 | 6 770 | 2 757 | 2,5 |
| Islande | 57 | 7 | 8,1 | 57 | 47 | 1,2 |
| Irlande | 102 | 100 | 1,0 | 1 084 | 130 | 8,3 |
| Italie | 10852 | 2 146 | 5,1 | 24 952 | 6 105 | 4,1 |
| Lettonie | 372 | 604 | 0,6 | 1 371 | 384 | 3,6 |
| Liechtenstein | 3,8 | 7 | 0,6 | 39 | 17 | 2,3 |
| Lituanie | 585 | 850 | 0,7 | 2 350 | 693 | 3,4 |
| Luxembourg | 36 | 39 | 0,9 | 240 | 162 | 1,5 |
| Malte | 7 | 6 | 1,2 | 346 | 35 | 9,9 |
| Moldova | 790 | 766 | 1,0 | n.a. | 415 | |

| | | | | | | |
|----------------------------------|-------------|--------|-----|--------|--------|------|
| Monaco | 5 | 4 | 1,3 | 41 | 18 | 2,3 |
| Monténégro | 116 | 83 | 1,4 | 830 | 242 | 3,4 |
| Pays-Bas | 3382 | 598 | 5,7 | 5 217 | 2 004 | 2,6 |
| Norvège | 51 | 705 | 0,1 | 961 | 501 | 1,9 |
| Pologne | 4213 | 5 393 | 0,8 | 33 878 | 9 766 | 3,5 |
| Portugal | 1696 | 1 217 | 1,4 | 7 506 | 1 754 | 4,3 |
| Roumanie | n.r. | 2 784 | | 8 975 | 4 030 | 2,2 |
| Fédération de Russie | 16902 | 55 021 | 0,3 | 65 237 | 29 685 | 2,2 |
| Saint-Marin | n.r. | 1 | | 45 | 16 | 2,8 |
| Slovaquie | 756 | 697 | 1,1 | 4 070 | 1 208 | 3,4 |
| Slovénie | 174 | 171 | 1,0 | 2 257 | 780 | 2,9 |
| Serbie | n.r. | 800 | | 18 171 | 2 418 | 7,5 |
| Espagne | 1751 | 1 740 | 1,0 | 37 744 | 4 201 | 9,0 |
| Suède | 620 | 767 | 0,8 | 1 337 | 1 618 | 0,8 |
| Turquie | Nap | 3 006 | | 18 276 | 5 304 | 3,4 |
| Ukraine | n.r. | n.r. | | 23 304 | 6 999 | 3,3 |
| Angleterre & Pays de Galles (RU) | 8011 | 2 819 | 2,8 | 23 000 | 1 305 | 17,6 |
| Irlande du Nord (RU) | 300 | 300 | 1,0 | 537 | 62 | 8,7 |
| Ecosse (RU) | 1428 | 1 428 | 1,0 | 1 231 | 227 | 5,4 |

Note:

Quand le ratio du personnel non procureur par procureur est comparé avec le personnel non juge par juge, le résultat général est que, selon la moyenne, les juges ont plus de personnel à leur disposition que les procureurs (à l'exception de: Islande, **Italie**, Pays Bas et Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Irlande du Nord et Ecosse)).

Des différences entre les pays peuvent être également clairement identifiées selon le nombre de juges par procureur.

Dans un premier groupe de pays, les procureurs sont plus nombreux que les juges, car le ratio est en dessous de 1 (dans un ordre croissant): 2 entités du Royaume Uni (Ecosse et Irlande du Nord), Arménie, Fédération de Russie, Moldova, Lettonie, Danemark, Norvège, Géorgie, Angleterre et Pays de Galles (RU), Lituanie, Chypre et Azerbaïdjan.

Dans le second groupe, les juges sont légèrement plus nombreux que les procureurs (moins de 2): Irlande, Estonie, Albanie, **Portugal**, Pologne, Slovaquie, Turquie et Hongrie.

Finalement, une troisième catégorie où les juges sont beaucoup plus nombreux que les procureurs (plus de deux) dans les pays suivants:

Suède, **Espagne**, Bosnie-Herzégovine, Liechtenstein, Finlande, République tchèque, Belgique, **Italie**, Monténégro, Malte, Pays Bas, Croatie, **Allemagne**, **France**, Luxembourg, **Grèce**, Monaco, Slovénie, Andorre, Islande, Autriche et Saint Marin.

Le tableau 43, concernant le *personnel non procureur*, montre ce ratio :

- Italie 10.852 ratio 5,1 (pour chaque procureur)
- Allemagne 12.204 2,4
- France 4.077 2,2
- Portugal 1.696 1,4
- Espagne 1.751 1,0

Donc, le budget italien est très influencé - en moyen - par le nombre de *personnels non procureur*.

Il faut savoir, cependant, pour la future collecte des données le nombre de procureurs honoraires, parce que ce paramètre est très important pour évaluer le vrai ratio entre le nombre des procureurs et le nombre de *personnel non procureur*.

En Italie, par exemple, les procureurs honoraires sont 1.755 et le supérieur ratio, donc, descend de la moitié (de 5.1 à 2.7).

§ 6. - Conclusion

Attendu que le rapport 2006 affirme que *«les experts ont tenu compte des propositions de modifications formulées par les membres de la CEPEJ, par les observateurs et par les correspondants nationaux dans le cadre du processus pilote»*, j'espère que ces actuelles propositions puissent être utiles pour le «colloque» de Palerme au but de rendre plus efficaces et homogènes les réponses aux divers destinataires des prochains rapports de la CEPEJ.